

DIVISION DE STRASBOURG

Strasbourg, le 27 juin 2011

N/Réf. : CODEP-STR-2011-036562

Cabinet dentaire  
22 rue Rang Senechal  
88200 REMIREMONT

Objet : Inspection de l'Autorité de sûreté nucléaire le 08 juin 2011.  
Référence de l'inspection : INSNP-STR-2011-1381.

Monsieur,

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) est chargée du contrôle de la radioprotection dans les installations médicales, industrielles et de la recherche. Elle s'appuie sur son échelon régional, la division de Strasbourg, pour les régions Alsace et Lorraine.

Les cabinets dentaires utilisant des appareils émettant des rayons X sont soumis à une réglementation particulière issue du code de la santé publique et du code du travail ainsi qu'à une obligation de déclaration des appareils de radiodiagnostic auprès de mes services en remplacement de l'ancien système d'agrément.

Dans le cadre d'une action de contrôle de la radioprotection dans les Vosges, l'Autorité de sûreté nucléaire s'est rendue dans votre établissement. Cette action s'inscrit dans une démarche visant à prendre connaissance de la mise en œuvre de la réglementation relative à la radioprotection et des éventuels problèmes rencontrés sur le terrain.

Cette inspection a permis de faire le point sur l'état actuel de vos installations vis-à-vis de la réglementation relative à la protection du public, des travailleurs et des patients contre les rayonnements ionisants.

Suite aux constatations faites à cette occasion par les inspecteurs, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous les principales demandes et observations qui en résultent.

## **A. Demandes d'actions correctives**

### **Consignes et signalisation**

L'article R.4451-23 du code du travail prévoit la rédaction et l'affichage des règlements de zones et des consignes de travail.

Demande n°A.1 : **Je vous demande de mettre en place l'affichage du règlement et des consignes de zones, à l'accès de chaque zone réglementée afin d'être en conformité avec l'article R.4451-23 du code du travail et l'arrêté du 15 mai 2006 relatif au zonage radiologique.**

### **Formation des travailleurs à la radioprotection**

L'inspecteur a constaté que la formation à la radioprotection du personnel intervenant en zones surveillées n'était pas formellement réalisée.

Je vous rappelle que, conformément aux articles R.4451-47 et R.4451-50 du code du travail, cette formation doit être renouvelée, a minima, tous les trois ans et doit permettre de former le personnel sur les mesures de radioprotection à mettre en place et les consignes applicables. Cette formation doit s'appuyer sur l'avis technique de la personne compétente en radioprotection et peut être réalisée par celle-ci.

**Demande n°A.2 : Il est nécessaire de respecter les articles R.4451-47 à R.4451-50 du code du travail en formant l'ensemble des personnels concernés aux risques liés aux rayonnements ionisants et de renouveler cette formation a minima tous les trois ans.**

### **Suivi médical**

L'article R.4451-84 du code du travail prévoit que les travailleurs classés en catégorie A ou B fassent l'objet d'une surveillance médicale spéciale. Si ce suivi est réalisé pour les salariés, ce n'est pas le cas pour les personnes ayant une activité libérale.

**Demande n°A.3 : Il est de votre responsabilité de vous assurer que l'ensemble des travailleurs de votre établissement dispose d'un suivi médical adapté à l'exposition aux rayonnements ionisants. Dans ce cadre, vous vous assurerez du suivi par la médecine du travail de l'ensemble du personnel.**

### **Contrôles d'ambiance**

Lors de la visite, il a été indiqué qu'aucun contrôle d'ambiance n'était réalisé en interne. Je vous rappelle que ces contrôles d'ambiance, visés à l'article R.4451-30 du code du travail, doivent être réalisés *a minima* tous les 3 mois sous la responsabilité du chef d'établissement. La pose d'un dosimètre passif d'ambiance dans la salle de soin permet de répondre à cette obligation.

**Demande n°A.4 : Il est nécessaire de vous mettre en conformité avec l'article R.4451-30 du code du travail et la décision n°2010-DC-0175 de l'ASN fixant les périodicités de contrôle des installations.**

### **Contrôle par un organisme agréé**

Lors de la consultation des derniers rapports annuels de contrôles de radioprotection, l'inspecteur a noté que certaines observations n'ont pas fait l'objet d'actions correctives.

**Demande n°A.5 : Je vous demande de me fournir un engagement pour remédier aux observations relevées.**

### **Formation à la radioprotection des patients**

Conformément à l'article L.1333-11 du code de la santé publique et à l'arrêté d'application du 18 mai 2004, les professionnels pratiquant les actes de radiodiagnostic et les professionnels participant à la réalisation de ces actes doivent bénéficier d'une formation théorique sur la radioprotection des patients avant le 19 mai 2009. Cette formation doit être renouvelée au moins tous les dix ans. J'ai bien noté que cette formation a été réalisée pour un des deux praticiens du cabinet.

**Demande n°A.6 : Je vous demande d'engager les démarches nécessaires pour respecter l'article L.1333-11 du code de la santé publique.**

## **B. Observations**

### **Analyse des postes de travail et classement des travailleurs**

Vous veillerez à formaliser l'analyse des postes de travail qui devra conclure sur le classement de l'ensemble des travailleurs de votre établissement.

### **Contrôle de qualité des dispositifs médicaux**

Je vous rappelle qu'il y a lieu de faire procéder aux contrôles définis par la décision AFSSAPS du 08 décembre 2008 fixant les modalités du contrôle de qualité des installations de radiologie dentaire.

### **Dosimétrie :**

Je vous invite à veiller au port de la dosimétrie passive.

-oOo-

Vous voudrez bien me faire part de vos observations et réponses concernant ces points dans un délai qui ne dépassera pas deux mois. Quant aux engagements que vous seriez amené à prendre afin de vous mettre en conformité avec la réglementation, je vous demande de bien vouloir les identifier clairement et d'en préciser, pour chacun, l'échéance de réalisation.

Par ailleurs, conformément au devoir d'information du public fixé par la loi du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, le présent courrier sera mis en ligne sur le site Internet de l'ASN ([www.asn.fr](http://www.asn.fr)).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Président de l'ASN et par délégation,  
L'adjoint au chef de la Division de Strasbourg

**SIGNÉ PAR**

Vincent BLANCHARD